



LE 8 DÉCEMBRE 2009, CHEMINOTS ACTIFS ET RETRAITÉS TOUS ENSEMBLE À PARIS !

La politique de casse mise en oeuvre à marche forcée par la Direction de l'entreprise et le Gouvernement, se traduit par de multiples restructurations entraînant des suppressions massives d'emplois, cela a pour conséquence la perte de près de 22 000 emplois à statut sur l'ensemble de l'entreprise en 7 ans.

En ce sens, l'ensemble des activités des Services Communs est massivement réorganisé afin de répondre à des critères de rentabilité financière, centrés sur le seul profit et une politique libérale au service des « activités et des branches ».

Ces multiples restructurations, réorganisations, mutualisations de nos services s'accroissent aux prétextes fallacieux d'évolutions techniques, de réduction des coûts de gestion, d'optimisation des compétences et de professionnalisation, à croire que jusqu'à présent nous exerçons nos métiers avec amateurisme !!

La CGT constate également que de réformes en réorganisations, petit à petit, les prérogatives des Directions régionales s'amenuisent. De nouvelles structures « supra régionales » les remplacent...

Pour autant, ce n'est pas pour cela que dans les établissements où en proximité les effectifs des Services Communs ont été renforcés au regard des évolutions et des charges de travail.

En ce qui concerne les Services Transverses, ce sont 3394 postes supprimés entre juin 2007 et juin 2009 et ceci sans tenir compte des évolutions des effectifs de la Surveillance Générale.

Cette casse de l'emploi à statut s'accompagne, de l'utilisation récurrente de stagiaires et d'emplois précaires, de l'intensification du travail, de la déshumanisation du lien social, d'un manque cruel de formation. Cette politique de l'emploi est facteur de dégradation du service et de dégradations des conditions de travail pour les agents.

**" LA DIRECTION PROJETTE UN PLAN SOCIAL
DE MOINS 10 000 EMPLOIS D'ICI A 2012 !
ENCORE UN AFFAIBLISSEMENT DE NOTRE SYSTEME DE RETRAITE
ET NOTRE CAISSE DE PREVOYANCE ! "**

Etendue à l'ensemble de l'entreprise, cette politique de casse de l'emploi remet en cause le caractère intégré de la SNCF et du statut, affaiblit l'échelon régional, les atouts techniques et professionnels, réduit au minimum les services transverses et au final prépare la vente à la découpe de l'entreprise de Service Public.

Le management culpabilisateur, méprisant et puéril voulu par la Direction, épouse des méthodes dénoncées dans les médias depuis plusieurs mois. Il engendre un mal être au travail accentuant les facteurs de souffrances au travail et les risques psychosociaux et se heurte tous les jours et de plus en plus à la résistance des cheminots sur de très nombreux sites.

Il y a urgence à ouvrir des véritables négociations sur les exigences des cheminots et à tous les niveaux de l'entreprise sur :

- Les réorganisations,
- L'emploi,
- Les salaires et les pensions,
- Les conditions de travail,
- Les déroulements de carrière,
- L'organisation du travail,
- La souffrance au travail.

**EN PARTICIPANT MASSIVEMENT AVEC LA CGT
A LA MANIFESTATION NATIONALE DU 8 DECEMBRE 2009 A PARIS,
NOUS GAGNERONS ENSEMBLE
AFIN DE DENONCER LA POLITIQUE DE CASSE
ET FAIRE PRENDRE EN COMPTE LES PROBLEMATIQUES ECONOMIQUES
ET SOCIALES DES SERVICES COMMUNS !**